APPLICATION/REQUÊTE N° 8209/78

Peter SUTTER v/SWITZERLAND

Peter SUTTER c/SUISSE

DECISION of 11 July 1979 on the admissibility of the application

DÉCISION du 11 juillet 1979 sur la recevabilité de la requête

Article 6, paragraph 1 of the Convention : Does this provision oblige a Court of Cassation to organise public hearings and to deliver its judgments publicly ? (complaints declared admissible)

Article 6, paragraphe 1, de la Convention : Cette disposition oblige-t-elle une juridiction de cassation à organiser des débats publics et à prononcer son arrêt publiquement ? (Griefs déclarés recevables)

EN FAIT

(English : see p. 177)

(voir, p. 167, la décision du 1.3.1979)

EN DROIT

Le requérant se plaint de l'absence de toute procédure publique devant le Tribunal militaire de cassation ainsi que du défaut d'un prononcé public de l'arrêt rejetant son recours. Il allègue à cet égard la violation de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention.

Cette disposition est ainsi libellée :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut

être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice. »

Saisi d'un recours adressé contre un jugement de condamnation pénale rendu par un tribunal de Division, le Tribunal militaire de cassation a délibéré et adopté son arrêt sur la base des documents produits par les parties. Cet arrêt fut ensuite adressé à celles-ci.

L'applicabilité de la disposition précitée, prise dans son ensemble, n'a pas été mise en doute en l'espèce.

Le Gouvernement a toutefois soutenu qu'elle n'exigerait aucunement la tenue d'une audience en cassation et la lecture publique de l'arrêt de rejet.

Ayant à l'esprit les considérations émises par la Cour dans l'affaire Delcourt relativement aux procédures de cassation (Cour Eur. D.H., Affaire Delcourt, arrêt du 17 janvier 1979 paragraphes 25 et 26), la Commission estime que les griefs du requérant soulèvent de délicats problèmes d'interprétation de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention. Ceux-ci concernent en particulier la portée de la double exigence de publicité qui y est contenue ainsi que la manière dont cette disposition devait être appliquée en la cause.

Ces difficultés ne sauraient être résolues au stade de l'examen de la recevabilité de la requête et relèvent d'un examen du fond de l'affaire.

La Commission a ainsi constaté que la requête ne saurait être rejetée pour défaut manifeste de fondement, au sens de l'article 27, paragraphe 2, de la Convention. Elle n'a relevé par ailleurs l'existence d'aucune autre cause d'irrecevabilité.

Par ces motifs, la Commission

DÉCLARE LA REQUÊTE RECEVABLE.

THE FACTS

(see on p. 171 the decision of 1 March 1979).

THE LAW

The applicant complains of the absence of public proceedings before the Military Court of Cassation and the failure to pronounce the judgment

dismissing his appeal in public. He alleges that Article 6, paragraph 1 of the Convention was violated in that respect.

That provision reads as follows :

"In the determination of his civil rights and obligations or of any criminal charge against him, everyone is entitled to a fair and public hearing within a reasonable time by an independent and impartial tribunal established by law. Judgment shall be pronounced publicly but the press and public may be excluded from all or part of the trial in the interest of morals, public order or national security in a democratic society, where the interests of juveniles or the protection of the private life of the parties so require, or to the extent strictly necessary in the opinion of the Court in special circumstances where publicity would prejudice the interests of justice "

When seized of an appeal against a penal conviction pronounced by a Divisional Tribunal, the Military Court of Cassation deliberated and adopted its judgment on the basis of documents produced by the parties. That judgment was then transmitted to the latter.

No doubt was cast in the case in point on the applicability on the aforesaid provision taken as a whole.

The Government submitted, however, that it did not in any way require a hearing at the appeal stage or the public reading of the judgment pronouncing dismissal.

Bearing in mind the considerations set out by the Court in the Delcourt case concerning appeal procedures (European Court of Human Rights, Delcourt case, judgment of 17 January 1979, paragraphs 25 and 26), the Commission is of the opinion that the applicant's complaints raise delicate problems relating to the interpretation of Article 6, paragraph 1 of the Convention. These concern in particular the scope of the twofold requirement for publicity contained in that provision and the way in which this provision should be applied in the case.

These difficulties could not be solved when the admissibility of the application was examined and call for an examination of the merits of the case.

Accordingly, the Commission found that the application could not be dismissed as manifestly ill-founded within the meaning of Article 27, paragraph 2 of the Convention. Furthermore, it was unable to find any other ground of inadmissibility.

For these reasons, the Commission,

DECLARES THIS APPLICATION ADMISSIBLE.